

# **RAPPORT STRATEGIQUE 2015**

## **PANORAMA DU MAROC DANS LE MONDE**

**Les transitions majeures**

# **RAPPORT STRATEGIQUE 2015**

## **PANORAMA DU MAROC DANS LE MONDE**

### **Les transitions majeures**

**Sous la direction de Mohammed Tawfik MOULINE**

---

# SOMMAIRE

---

|   |    |
|---|----|
| Liminaire   | 3  |
| Introduction  | 4  |
| I. La gouvernance mondiale                                | 5  |
| II. Vers la fin de la domination économique occidentale ? | 14 |
| III. Une aire d'appartenance en recomposition             | 23 |
| IV. La révolution digitale                                | 32 |
| V. Vers un monde plus humain ?                            | 41 |
| VI. Demain le climat !                                    | 50 |
| Conclusion  | 59 |
| Annexes   | 61 |
| Notes bibliographiques                                    | 67 |
| Glossaire   | 70 |
| Liste des abréviations                                    | 78 |

---

# LIMINAIRE

---

L'évolution du monde est guidée par des événements conjoncturels, tels que les conflits, les changements de régime politique, les crises financières... et par des facteurs structurels, comme la démographie, les traits culturels, les technologies et les découvertes scientifiques.

Ce qui intéresse l'IRES **est le monde en devenir**, ce moment particulier où tout peut, soit se poursuivre à l'identique, soit se renouveler en profondeur.

Le paysage mondial, mouvant et composite, se décode grâce à une grille de lecture. Celle de l'IRES a pour objectif de mettre en évidence les éléments nouveaux qui peuvent constituer pour le Maroc une **menace** à éviter, une **opportunité** à saisir ou une **rupture** à anticiper.

La notion de rupture, ici, est neutre. Elle renvoie à l'ignorance de son issue car celle-ci peut générer autant de nouvelles opportunités que de menaces.

L'analyse stratégique de l'évolution du contexte mondial permet de **penser le Maroc de demain**, incarné par les objectifs fixés par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI. Le chemin vers ces buts est jalonné tout autant de risques que de potentialités nouvelles qu'il faut anticiper pour sécuriser la trajectoire de développement global du pays.

La fonction d'**anticipation** est, donc, cruciale pour faire prendre conscience, alerter et proposer des voies d'action, dans un monde de plus en plus **incertain**.

L'approche retenue dans le cadre de cet exercice de synthèse se fonde sur la conception, d'une part, que les politiques intérieures et extérieures constituent un tout cohérent et articulé et, d'autre part, que le Maroc est au cœur du monde, subissant ses évolutions, mais aussi interagissant avec lui.

C'est ce Maroc, **positionné dans le monde et en interaction avec celui-ci**, que ce **rapport stratégique** décrit, guidé en cela par les Hautes Orientations Royales.

# INTRODUCTION

Le contexte mondial actuel est marqué par une accélération du rythme des transformations géopolitiques, économiques, sociales et environnementales. Certaines d'entre elles sont le fruit d'une évolution naturelle ; d'autres sont en rupture avec l'ordre du monde qui a caractérisé le xx<sup>ème</sup> siècle :

- 1. Une remise en question du système de gouvernance mondiale** et l'amorce d'une réflexion en vue de réformer le système actuel afin de le rendre davantage inclusif et conforme à la nouvelle réalité géopolitique :
  - ✓ Mise en place du G20, début de réforme des institutions financières internationales...
  - ✓ Nouvelles logiques de recomposition des sphères d'influence : alliances énergétiques, dynamiques migratoires...
- 2. Un décentrement progressif du centre de gravité mondial**, avec un rôle accru des acteurs émergents, notamment les BRICs, dans les affaires économiques mondiales, assorti d'une intensification de la concurrence autour des avantages compétitifs des nations : accélération du rythme de l'innovation technologique, modification de la structure de l'emploi, avec le recours à des compétences élevées...
- 3. L'émergence d'un monde zéro-polaire** donnant un nouveau souffle aux aires d'appartenance où se constituent des blocs régionaux, régulant aussi bien la sphère économique (marchés communs) que sécuritaire (alliances militaires), mais qui ne sont pas exempts de tensions concurrentes.
- 4. Une révolution digitale** qui n'est qu'à ses balbutiements, mais qui transforme déjà en profondeur les modes de vie et de production ainsi que les manières d'être et de penser : connectivité en tout lieu, accès à l'information, automatisation d'un nombre croissant de processus et de services...
- 5. La nécessité d'une empathie accrue** face aux inégalités croissantes et à la généralisation de l'individualisme pour que le monde ne devienne pas davantage moins humain (égoïsme, indifférence, incivilités), en favorisant la coopération et le partage.
- 6. Une certitude croissante de l'ampleur des conséquences du changement climatique** qui conduit la communauté internationale à la recherche active d'un consensus quant aux mécanismes tant d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre que d'adaptation aux impacts du changement climatique.

# CONCLUSION

---

- ❖ L'examen du positionnement du Maroc dans le monde a permis de faire ressortir les menaces auxquelles le pays devrait se préparer, mais aussi d'importantes opportunités à saisir et des ruptures à anticiper.
- ❖ Les principales **menaces** identifiées sont :
  - le déclenchement d'une spirale de récessions économiques prolongées,
  - l'intensification des pressions concurrentielles,
  - l'aggravation des inégalités économiques, sociales et spatiales ainsi que de la fracture numérique,
  - le réchauffement climatique et ses impacts sur les ressources en eau et sur la sécurité humaine,
  - la prolifération de la menace terroriste et le développement de la criminalité internationale.
- ❖ Parmi les **opportunités**, il convient de souligner :
  - le partage de la responsabilité des affaires du monde qui permettra aux pays émergents de faire entendre leur voix,
  - les nouveaux relais de croissance économique que représentent les BRICs et l'Afrique,
  - la révolution digitale,
  - l'économie bleue.
- ❖ S'agissant des **ruptures**, il y a lieu de mentionner :
  - l'émergence de la Chine, annonçant la fin probable de l'hégémonie économique occidentale,
  - la robotisation et l'automatisation croissante des process,
  - l'essor de la finance islamique, dans un monde musulman où certains pays se radicalisent,
  - l'éclatement éventuel de la zone euro.

# CONCLUSION

- ❖ Face aux transitions majeures sur le plan international, le Maroc, en plus de la défense de son intégrité territoriale, a fixé comme **priorités, à court terme** :
  - l'opérationnalisation du Conseil Supérieur de Sécurité, l'amélioration du cadre institutionnel de la politique étrangère et la conduite d'une diplomatie économique audacieuse,
  - l'approfondissement de l'intégration du Maroc à son espace euro-méditerranéen ainsi que le raffermissement des relations avec les pays du Golfe et les pays émergents,
  - l'accélération de l'émergence du Maroc en tant que hub économique, financier et dans le domaine des transports et, à plus longue échéance, en tant que hub technologique,
  - la lutte contre les inégalités sous leurs différentes formes et contre la fracture numérique,
  - le parachèvement de la transition démocratique, la consolidation des avancées, en matière des droits de l'Homme et la promotion à l'extérieur d'un islam, prônant la paix et la coexistence entre religions,
  - le placement de la question de l'eau au cœur des politiques publiques et la mise en place d'une gouvernance climatique appropriée.
- ❖ Pour ce qui est des **priorités à moyen et long terme** du Royaume, il faut mentionner :
  - l'accession du Maroc au rang de pays émergent, à part entière, le renforcement de son rôle de soft power et la mise en œuvre d'une stratégie de partenariat globale, adaptée aux nouvelles réalités géopolitiques,
  - la construction du Maghreb autour de nouveaux paradigmes, l'extension de l'influence du Maroc à l'ensemble de l'Afrique et l'élargissement du partenariat avec les pays du Golfe à des secteurs d'avenir,
  - la saisie des effets bénéfiques de la digitalisation sur l'économie et la société marocaine et l'atténuation de ses nuisances,
  - le développement du capital immatériel et de ses composantes tant humaine, sociale qu'institutionnelle en vue d'en faire le socle de la compétitivité internationale du Royaume et de ses régions,
  - le positionnement du Maroc sur les créneaux porteurs de l'économie bleue et l'édification d'une diplomatie climatique influente.

# ANNEXE 1

Le programme d'études "**Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé**" a pour but d'examiner l'état de la compétitivité du pays et de déterminer les forces et les faiblesses de son positionnement international, tout en tenant compte des transformations structurelles, à moyen et long terme.

En matière de compétitivité, le Maroc dispose d'atouts considérables qui constituent des leviers importants à mobiliser afin d'accélérer le processus de développement global du pays et d'assurer sa meilleure insertion dans l'économie mondiale : position géostratégique privilégiée, stabilité politique, ouverture sur l'extérieur...

Il jouit d'une vocation réformatrice qui lui confère une longueur d'avance par rapport à son voisinage et mène des projets structurants de développement. La communauté marocaine résidant à l'étranger est riche et diversifiée.

Cependant, l'étude de la compétitivité globale du Maroc a mis en exergue les fragilités mentionnées ci-après :

- Un positionnement mondial du Maroc bien en deçà des aspirations du pays.
- Des performances économiques mitigées.
- Une contribution limitée du capital humain à la compétitivité globale.
- Une compétitivité institutionnelle insuffisante qui impacte, négativement, le rythme de développement du pays.
- Des accords de libre-échange qui profitent plus aux partenaires qu'au Maroc.
- Un schéma de partenariat à diversifier pour saisir les opportunités du contexte international et pour mieux faire face à ses contrariétés.

En outre, la durabilité du modèle de développement n'est pas complètement assurée : un régime de croissance encore générateur d'inégalités, un marché intérieur dont la dynamique profite davantage aux importations et des options de développement, affectant les équilibres environnementaux.

# ANNEXE 1

Les développements précédents plaident en faveur de l'élaboration d'une stratégie de compétitivité globale et intégrée du Maroc dont la finalité première serait la création intensive d'emplois stables et qui pourrait s'articuler autour de deux axes majeurs, déclinés en treize orientations :

## ❖ **Revoir le modèle de développement marocain et agir sur les déterminants structurels de la compétitivité**

- Sécuriser la trajectoire de développement du pays.
- Favoriser le développement du capital humain et en faire le socle des avantages compétitifs du Maroc.
- Accélérer la cadence des réformes et améliorer leur cohérence d'ensemble.
- Faire de l'ancrage à l'économie bleue un levier de positionnement dans le monde post-crise.
- Revoir la politique commerciale extérieure pour la rendre étroitement corrélée aux autres politiques publiques.

## ❖ **Assurer un meilleur positionnement du Maroc dans la mondialisation**

- Réunir les conditions d'une mise en œuvre adéquate de la politique étrangère en vue d'améliorer le statut de puissance attractive du Maroc.
- Concrétiser les dispositions du statut avancé Maroc-Union européenne par l'adoption d'une stratégie nationale de convergence réglementaire.
- Etablir les relations avec l'Espagne sur des bases solides et pérennes.
- Renforcer la place de l'Afrique dans les choix stratégiques du Maroc.
- Relancer la coopération entre le Maroc et l'Algérie pour promouvoir l'intégration maghrébine.
- Etendre le partenariat stratégique avec les pays du Conseil de Coopération du Golfe aux secteurs économiques porteurs.
- Diversifier les alliances stratégiques du Maroc pour qu'il puisse s'adapter aux nouvelles réalités géostratégiques.
- Approfondir l'ancrage du Maroc à son espace atlantique.

## ANNEXE 2

Le programme d'études "**Lien social : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ?**" a pour objectif d'examiner les diverses manifestations du vivre-ensemble au Maroc, ses forces, ses fragilités et les risques qu'il comporte pour la cohésion sociopolitique et l'entité nationale.

### Etat du lien social en 2011

Les différents liens sociaux sont d'intensités différenciées. A ce titre, le lien familial éclipse les autres liens sociaux. La famille continue d'être une valeur-refuge pour l'individu. Cependant, les transformations rapides de son système de valeurs ne manquent pas de fragiliser les relations en son sein et, d'une manière générale, le lien social.

L'intensité variée des liens précités n'est pas sans conséquences sur la confiance interpersonnelle qui baisse de manière significative, à mesure que l'on s'éloigne des proches et des amis, mais elle demeure généralement plus faible dans les villes que dans les campagnes.

La confiance institutionnelle est fragile, notamment à l'égard de certaines institutions régaliennes et ancillaires pour deux raisons essentielles : la corruption endémique et l'injustice sociale, deux obstacles majeurs au vivre-ensemble.

La crise de l'intermédiation sociale et politique constitue l'une des manifestations du délitement du lien social. Elle est affectée par la crise des partis, des élites et des corps intermédiaires et se nourrit, en général, des diverses manifestations de défiance.

Sur le plan des identités collectives, le sentiment d'appartenance nationale chez les Marocains reste fort, mais il est précédé par l'attachement à la religion musulmane. Néanmoins, l'Islam sunnite marocain est soumis, aujourd'hui, à des défis, découlant de l'internationalisation de l'offre religieuse et du radicalisme des mouvements religieux fondamentalistes. Enfin, la gestion de la diversité linguistique est source de tensions et risque de fragiliser le lien social.

## ANNEXE 2

Afin de pallier cette situation, le Maroc devrait renforcer les bases d'une société où la confiance règne, où le modèle de développement réduit les inégalités sociales, où les solidarités institutionnelles sont développées, où la diversité identitaire et culturelle est valorisée et où l'édifice social serait soutenu par la famille et la religion, mais, aussi, par le lien politique et le lien civique. Pour cela, il faudrait entreprendre les actions ci-après :

### ❖ Pour une politique de restauration de la confiance

- Faire évoluer le Maroc d'une société de liens vers une société de droits.
- Résorber la corruption et assurer une coordination étroite des actions des instances, impliquées dans la lutte contre ce fléau.

### ❖ Pour une politique de solidarité économique, sociale, spatiale et générationnelle

- Réduire les inégalités : un impératif de cohésion sociale.
- Relancer l'ascenseur social.

- Mettre en œuvre une politique transversale de la famille.
- Elaborer une politique publique intégrée à destination des jeunes.
- Concevoir une nouvelle politique de la ville.

### ❖ Pour une politique valorisant l'identité plurielle

- Assurer la transition de politiques culturelles et religieuses à une politique de l'identité.
- Entreprendre une réforme d'envergure des médias.

### ❖ Pour une politique favorisant le développement de la recherche en sciences sociales

- Développer la recherche en sciences humaines et sociales.
- Créer une institution dédiée à la recherche dans les sciences de l'homme et de la société
- Mettre en place un dispositif de mesures multicritères du lien social.

## ANNEXE 3

Le changement climatique est, aujourd'hui, une réalité à l'échelle internationale et l'impact anthropique sur l'évolution du climat est avéré. Il est, actuellement, considéré comme l'une des menaces les plus sérieuses pour un développement durable de la planète.

Le changement climatique est devenu une question d'intérêt mondial parce qu'il affecte, à des degrés variables, tous les pays, indépendamment de leur situation géographique.

Au Maroc, plusieurs constats mettent en évidence une tendance au réchauffement, associée à une réduction des précipitations sur la majeure partie du pays. Cette évolution est accompagnée de l'intensification des phénomènes extrêmes, tels que les orages, les averses, les sécheresses et les vagues de chaleur et de froid.

Les conditions météorologiques défavorables pourraient concerner tous les secteurs d'activité, mais ceux ayant un caractère stratégique qui seraient fortement touchés sont les ressources hydriques, l'agriculture et le tourisme. La pénurie en eau pourrait s'accroître, à l'avenir et les ressources en eaux souterraines seraient de plus en plus sollicitées.

Des menaces pèsent sur la sécurité alimentaire, compte tenu de la base de production agricole qui se rétrécit et de la facture alimentaire qui surenchérit. La sécurité sanitaire ne serait pas non plus épargnée, en raison de la résurgence des maladies d'origine hydrique et du développement de maladies émergentes.

Face à l'ensemble de ces menaces, une bonne gouvernance climatique devient une nécessité. Le Maroc devrait se préparer aux impacts du changement climatique sur le plan environnemental, économique et social, à travers la mise en œuvre d'une véritable stratégie nationale qui compléterait la politique engagée par le Royaume, en termes d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

## ANNEXE 3

---

Cette stratégie devrait être articulée autour de cinq orientations majeures :

- Placer la question de l'eau au cœur des politiques publiques, en opérant une refonte de la stratégie de l'eau et en menant des actions concrètes, à même de garantir l'approvisionnement à long terme du pays en eau.
- Eriger la sécurité alimentaire au rang des priorités stratégiques.
- Renforcer la sécurité sanitaire, dans un contexte de développement de maladies émergentes.
- Préserver la sécurité économique, en donnant la priorité aux secteurs stratégiques.
- Mettre en place une gouvernance climatique appropriée et une diplomatie audacieuse.